fortune commençante, Guillin, justement irrité, quitta sur-le-champ le service de la compagnie des Indes, et il ne lui fut pas difficile d'obtenir de M. le duc de Choiseul-Stainville, alors premier ministre, d'entrer au service du roi. Chargé de plusieurs commandements importants, il s'en acquitta de manière à justifier le choix du ministre qui l'appela ensuite au gouvernement du Sénégal et de la côte d'Afrique, emploi qu'il garda pendant près de vingt ans, et dans lequel il fit constamment preuve de zèle, de fermeté, de capacité.

En 1785, Guillin se retira du service avec le brevet de colonel d'infanterie et la croix de Saint-Louis; il revint à Lyon, sa patrie, acheta de M. Servant, en 1786, la terre et seigneurie de Poleymieux (1), et il y faisait sa résidence avec sa femme et ses enfants quand vint éclater la révolution de 1789.

Malgré tout ce qu'on a pu dire, les actes publics de l'époque sont encore là, et ces actes, aux yeux de tous les gens sans préventions, déposent du plein consentement des deux premiers ordres de l'état à toutes les réformes utiles au bien général, opérées surtout sans violence et dans les formes voulues par les lois et la constitution du pays.

Nous ne sommes pas de ceux qui pensent qu'en 1789, la France était sans *constitution*. Est-ce qu'une constitution est autre chose que la condition en vertu de laquelle existe tout corps social? Dans notre ancienne France, la division du

moire pour Guillin Dumoutet, dans lequel nous avons puisé quelques-uns de nos renseignements.

(1) Avant d'aller à M. Servant, cette seigneurie avait appartenu à M. le comte de Laurencin. Les seigneurs de Poleymieux n'avaient que la *moyenne* et la *basse justices*, c'est-à-dire que le juge nommé par eux ne connaissait que de petites affaires civiles ou de police rurale et correctionnelle, dont l'amende ne passait pas *soixante sous*. Il y avait encore dans la seigneurie de Poleymieux une *gruerie*, où se jugeaient, en première instance, les délits commis dans les bois et dans les forêts. Le *conseiller du roi*, *juge Gruyer* de Poleymieux, en 1786, était M. Ricussec le père, écuyer, avocat en parlement et aux Cours de Lyon.